

# Tou(r)s en lutte Contre le CPE

**L'effervescence que Tours a connue au printemps n'a laissé personne indifférent. Des assemblées générales à 2 ou 3000, des manifestations quotidiennes, la fac d'arts et sciences humaines bloquée une dizaine de semaines... Retour (subjectif) sur une mobilisation étudiante et lycéenne un rien contrastée.**

## 'Alors, on a gagné ou pas ?

TOURS, AVRIL 2006. Une cinquantaine d'étudiants sont réunis à l'UT de Tours nord. Là où tout a commencé, près de trois mois plus tôt. Il y a ce qui plaide en faveur de la poursuite du mouvement. Il y a ce qui invite à le suspendre. Plane sur les débats un goût d'inachevé. Tenir encore ? Arrêter ? Continuer autrement ? Héritations. On a gagné, oui mais. Tout ça pour ça. Cette énergie engouluite au fil des semaines. Cette détermination chaque jour renouvelée. Et l'attente à l'arrivée. Le Contrat Première Embauche (CPE) « remplacé », les syndicats à la manœuvre... « On reste sur notre faim oublia la loi sur l'égalité des chances, l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 et la suspension des allocations pour les familles défilantes, oublié tout ce qui faisait la substance de la lutte.

Les prises de parole s'enchaînent. Sentiment de dépossession. « Les syndicats se sont appropriés le mouvement. Ils ont profité du rapport de force que nous avions créé. Personne n'y croyait et maintenant ils récupèrent la mise sans tenir compte de ce que nous revendiquons depuis le début ». C'est une belle victoire, se dit-il. Exceptionnelle. Historique. Bravo. Sauf qu'à présent on se calme. Sachez en finir, les jeunes. Point trop n'en faut. Fin de la récré. Universités bloquées et activistes en nombre restreint, silence médiatique, appel au réalisme, à la retenue, à profiter des prochaines élections pour « s'exprimer » : on se croirait revenu aux premières heures de la mobilisation. Quand réaliste, justement, on a bien fait de ne pas l'être.

Tentatives de bilan. « Évidemment qu'il y a de quoi se sentir frustré ! Mais le CPE concernait les moins de 26 ans et ça parlait à tous les étudiants. Mobiliser contre le CNE et la loi sur l'égalité des chances, c'est moins évident. Va en faire un slogan, va mettre ça en détail sur une bandeole... ». La lutte dite « anti-CPE » a malgré tout ouvert une brèche. « C'est une victoire minime, mais c'est une victoire quand même et ça fait du bien. Arrêtons de dire que ça n'a servi à rien. C'était un mouvement enrichissant. Beaucoup ont beaucoup appris ». Le corporatisme étudiant a été évité. « C'est la première fois depuis 95 qu'il y a une telle dynamique interprofessionnelle ». Et comme toujours dans ces cas là, rien ne sera plus jamais vaillant... « On s'est rendu compte que l'unanimité faisait la force



et c'en est fini de la résignation. On continuera, aujourd'hui et demain ».

La question des modes d'action se pose. Maintenir le blocage de la fac ? Pas si simple. La reprise et le rattrapage des cours s'annoncent, les exams approchent, tout comme le risque de ne plus être compris. « Continuer le blocage, oui. Mais est-on prêt à s'abstenir des examens ? Attention à ne pas nous mettre en porte-à-faux avec les autres étudiants ». Rappel : « le blocage est un moyen, pas une fin en soi ». Proposition : « cesser le blocage, ce n'est pas cesser le mouvement ». Difficile, en même temps, de se résoudre à lever le pied. « Contrairement à ce que disent les médias, la mobilisation ne s'essouffit pas », veulent croire les plus optimistes.

On s'est bougé, on s'est organisé, on s'est tant



aimé et à la fin on ne voulait plus se quitter... Et la précarité ? Ce n'est qu'un début, continuons le combat... « On peut gagner d'autres luttes. L'opinion publique est mûre. Ça dit, on a aussi besoin de se poser des questions sur les revendications. Organisons des débats à la rentrée. Et repartons sur une mobilisation qui demande moins d'investissement aux gens ». S'engager prend du

CPE mais contre le blocage des cours aussi » disent les uns ; « sans blocage on n'arrivera à rien contre le CPE, répondent les autres, d'ailleurs c'était où avant qu'on bloque ? »

L'atmosphère dégenera encore un peu avec les allées du blocage de l'UT où l'on soupçonne l'UNJ, la bien nommée droite universitaire de vouloir faire le coup de poing. Les esprits s'échauffent. Vous êtes pas représentatifs ! Vous êtes une minorité ! Vous nous prenez en otages ! »



## Violence, clowns, spectacle

Ces quelques événements, survenus dans les premières semaines de blocage, donnent lieu à un commentaire. En gros, ça ne rigole pas. Veut-on faire de la fac un lieu « festif et revendicatif » ? Histoire d'avoir une politique d'accueil de ceux qui souhaitent rejoindre la lutte ? Oui mais attention au marketing militant... Croit-on la vertu des démonstrations symboliques ? Souhait-t-on distinguer violence et radicalité ? Gare ! Vous mollissez et pour un peu vous ne valez guère mieux que ces politiciens qui gesticulent, votre ambition suprême est de passer à la télé, et avouez, au fond, vous craignez la confrontation avec la police qui seule donne une réalité à la lutte...

En fait, jusqu'au 28 mars et l'irruption des « casseurs » en fin de manif parisienne, la violence a plutôt bonne presse. C'est avec une certaine légèreté qu'on l'envisage, sur le mode de la « réponse légitime à la violence du gouvernement » qui est, comme chacun sait, « la première ». L'occupation de la Sorbonne réveille si bien le mythe de mai 68 que des types balançant des extincteurs et des échelles étage ne choquent pas plus que ça. C'est des flacs, plus... Faut bien se défendre. Et par dessus tout, si on veut « faire reculer le gouvernement » faut y mettre les moyens, ce n'est pas en faisant des manifestations plan-plan qu'on va y arriver...



Après les incidents des Invalides, le ton change. Des types à 15 contre un, des passages à tabac pour s'emparer d'un portable ou d'un baladeur iPod... La radicalité reste le mot d'ordre, mais la violence a montré son vrai visage. Moche. Triste. Dans le camp de ceux qu'on pensait du bon côté. On a beau dénoncer les manipulations policières, il est incontestable que la majorité des « casseurs » qui s'hébergent dans les manifs lycéennes le font d'eux-mêmes. Malaise. On voulait croire les « jeunes des banlieues » dans le coup, ils sont mais pas comme prévu. Singulièrement, il n'aura pas la force de son équivalent soixantehuitard, « nous sommes tous des casseurs » tenté ici ou là, à la volée libre. La répression s'intensifie, discrètement mais sûrement. Signe des temps, les rassemblements devant le commissariat sont quotidiens.



La mobilisation se radicalise. On est vendredi matin et l'occupation du siège du MEDEF à Tours, organisée dans la foulée, se termine mal. Les forces de l'ordre procèdent à l'évacuation brutale. ment, méchamment. Et non de façon simplement « un peu musclée » comme l'a rapporté la presse locale. Dérapage par l'expérience de ce genre de situation. Les étudiants installés dans les étages sont projetés sans ménagement dans les escaliers. On leur tape sur les doigts à coup de matraque. On leur renvoie dans dans. Sur le parvis, dans la cour, un policier se retrouve isolé de ses collègues. Il perd son sang-froid et frappe tous ceux qui sont à sa portée. Deux

Le statut d'autonomie des universités françaises impliquant les forces de l'ordre de pointer dans les locaux, sur l'autorisation du président de l'université.

Face à cette évolution ambivalente du mouvement, apparaissent des tentatives de renouvellement des méthodes. Sans que l'option « non-violente » ne soit clairement affichée (risque de l'être disqualifié pour manque de détermination par ses camarades), des initiatives « alternatives » voient le jour. Une BIC (Brigade d'Intervention Clownesque), d'inspiration muppetérienne, est créée en réponse à la BAC (Brigade Anti-Criminalité) étatique. Son but est de faire baisser la tension lors des confrontations avec les forces de l'ordre. Une commission IPT voit le jour, IPT pour « Intervention Pestaculaire Idiote ». Ses actions consistent en des interventions théâtrales diverses et variées, et puisque ce mouvement est porteur d'enjeux tout ce qu'il y a de sérieux, l'idée est de ne surtout pas fêter.

Cela n'empêche pas, dans le même temps, une « commission répression » de se mettre en place, sur des bases nettement plus rigoureuses. Au programme : se protéger, se défendre et attaquer (sachant que la meilleure défense c'est l'attaque) face aux flacs. Panneau d'info dans le hall Thélème : « Confection de matos pour se protéger des flacs. Apportez tout ce qui vous semble utile : plastique, métal, toubacrou, pneus, casques, mousse, file de fer, cailloux... ». « CTRON. Si vous avez des protections toutes faites (Genouillères) apportez-les aussi. Pensez également aux outils : ciseaux, sécateurs, pinces, faux, sauteuse (comme outil, pas comme arme) ». Ces dispositions ne seront que très partiellement suivies... Mais remarquablement reste la cohérence, au fil du temps, entre « guérilleros » (la commission répression) et « babos » (la commission IPT). La lutte impose l'union et cette unité n'est pas démentie, en dépit des tensions et inimitiés.



Ceux qui s'attendaient à un mouvement potache et bon enfant en auront été pour leurs frais. Quatre années d'angoisse et de mépris des luttes sociales sont passées par là, et sans doute ne faut-il pas s'étonner qu'à un moment donné la tentation soit grande d'« ébranler le système », qu'importe la méthode. Quels seront les lendemains de ce printemps 2006 ? « La prochaine fois on fait pire » promettent certains, « on s'est comporté comme des déneursés » confessent quelques-uns, « on ne sait plus quoi en penser » disent les autres. Edgar Morin : « Il faut nous armer d'une "ardente patience" : Nous sommes à la veille non de la lutte finale, mais de la lutte initiale » (Terre-Patrie, 1993).

David Berru

Retrouvez les traces du mouvement anti-CPE tourengais sur le net : <http://apecne.free.fr/>